

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL/BRENF/2019-178-2

Société CHABERT MARILLIER PRODUCTION
Z.I des Alouettes
71100 SAINT-REMY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6 à L171-8, L172-1 et suivants, L181-14, L181-16, L511-1, L512-1, L512-5, L514-5, L514-6, L.541-1-II.3, L.541-7-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;

VU l'arrêté préfectoral n°05/2388/2-3 du 17 août 2005 autorisant la société CHABERT MARILLIER PRODUCTION à exploiter une unité de fabrication de mobilier de cuisines et de salles de bain sur le territoire des communes de Saint-Rémy et de Chatenoy-le-Royal ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 juin 2019 faisant suite à la visite d'inspection du 10 avril 2019 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 4 juin 2019 transmettant le rapport de l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport et du projet de mise en demeure susvisés ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 19.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 août 2005 susvisé qui dispose :

« L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de COV. Dans ce cas, l'émission cible est de 1 kg de COV par kg d'extrait sec utilisé par l'activité d'application de revêtement sur un support pour le 30 octobre 2007. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté, sur la base des calculs fournis par l'exploitant et malgré les actions engagées ces dernières années, que l'exploitant n'a jamais respecté l'émission cible de 1 kg de COV par kg d'extrait sec utilisé par l'activité d'application de revêtement sur un support, applicable au 30 octobre 2007 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 août 2005 susvisé qui prévoit une surveillance annuelle des émissions de poussières au niveau des points de rejet Q1, Q2 et Q3 identifiés à l'article 17.3 du même arrêté et une surveillance annuelle des émissions atmosphériques de la chaudière biomasse ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucune mesure des émissions de poussières au niveau des points de rejets Q1, Q2 et Q3, n'a été réalisée par le passé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la dernière campagne de mesures des émissions atmosphériques de la chaudière biomasse a été réalisée en 2016 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 août 2005 susvisé qui dispose :

« L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie. Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté que :

- pendant les heures d'ouverture, le portail d'accès reste ouvert en permanence et est sans surveillance ;
- des intrusions ont eu lieu sur le site ;
- au nord de l'établissement, une partie du site n'est pas clôturée (présence d'un chemin d'accès et d'un panneau (côté exploitant) sur lequel est mentionné « décharge interdite »).

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 août 2005 ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui prévoit : *« l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. »* ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention n'ont pas été réalisées ;
- l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre ont été réalisées le 19 décembre 2016 par la société BCMFOUDRE ;
- le délai de deux ans prévu à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé n'a pas été respecté.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.541-7-1 du Code de l'Environnement susvisé qui prévoit que *« tout producteur ou, à défaut tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux. »* ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la dangerosité des déchets constitués par les poussières récupérées en sortie de l'électrofiltre (chaudière biomasse) n'a pas été évaluée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la dangerosité des cendres sous chaudière (déchets) nécessite également d'être évaluée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L.541-7-1 du Code de l'Environnement ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018) qui dispose :

« L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. »

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.541-1-II.3 du Code de l'Environnement qui prévoient que *« Les dispositions du présent chapitre [...] ont pour objet : [...] D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier »* ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 10 avril 2019, l'inspection des installations classées a constaté que les déchets constitués par les poussières récupérées en sortie de l'électrofiltre (chaudière biomasse) sont stockées en tas sur le site, à même le sol (non étanche), sans précaution particulière et donc dans des conditions présentant des risques de pollution pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, ainsi que celles de l'article L.541-1-II.3° du Code de l'Environnement, ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'à ce stade et en l'absence d'un état des lieux précis de la situation des stocks de poussières récupérées en sortie de l'électrofiltre (état des lieux demandé par ailleurs à l'exploitant), il convient, *a minima*, de prévenir tout risque de pollution supplémentaire de l'environnement en veillant à ce que les poussières dorénavant récupérées par l'électrofiltre soient stockées dans des contenants fermés (type big-bags) et à l'abri des eaux météoriques ;

CONSIDÉRANT que les cendres sous chaudière dorénavant produites par la chaudière biomasse doivent également être stockées dans des contenants fermés (type big-bags) et à l'abri des eaux météoriques ;

CONSIDÉRANT l'ensemble des constats susmentionnés constituent un manquement aux dispositions des articles 19.3, 20.1 et 29 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 susvisé, de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, de l'article L.541-7-1 du Code de l'Environnement et de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société CHABERT MARILLIER PRODUCTION de respecter les prescriptions des articles 19.3, 20.1 et 29 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 susvisé, de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, de l'article L.541-7-1 du Code de l'Environnement et de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement n'est pas garantie ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société CHABERT MARILLIER PRODUCTION, dont le siège social est situé Z.I des Alouettes à SAINT REMY (71100) est mise en demeure, de respecter pour ses installations exploitées sur le territoire des communes de Saint-Rémy et de Chatenoy-Le-Royal, sous des délais fixés ci-après à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

1. Article 19.3 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 susvisé (délai six mois) :

Respecter l'émission cible de 1 kg de COV par kg d'extrait sec utilisé par l'activité d'application de revêtement sur un support.

2. Article 20.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 susvisé (au 31 décembre 2019) :

Réaliser une mesure annuelle des émissions de poussières au niveau des points de rejets Q1, Q2 et Q3 et une campagne de mesure des émissions atmosphériques de la chaudière biomasse.

3. Article 29 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 susvisé (délai trois mois) :

Clôturer l'établissement sur toute sa périphérie. Surveiller constamment les accès à l'établissement ou à défaut les fermer.

4. Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé (délai six mois) :

Procéder à l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et à la mise en place des mesures de prévention par un organisme compétent.

5. Article L.541-7-1 du Code de l'Environnement (délai un mois) :

Procéder à la caractérisation, d'une part, des poussières récupérées en sortie de l'électrofiltre (avant stockage) et d'autre part, des cendres sous chaudière produites par la chaudière biomasse (avant stockage) et déterminer, au vu des résultats obtenus, les filières de valorisation ou d'élimination possibles pour ces deux catégories de déchets.

6. Article 71 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé (sans délai) :

Stocker les poussières récupérées en sortie de l'électrofiltre et les cendres sous chaudière produites par la chaudière biomasse séparément dans des contenants fermés et à l'abri des eaux météoriques.

L'exploitant devra tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancement des actions / travaux demandés ci-dessus. En particulier, les devis et commandes nécessaires à leur réalisation seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans le même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 - Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, Madame le maire de Saint Rémy, Monsieur le maire de Chatenoy-le-Royal, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le **27 JUIN 2019**
Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

Jean-Claude GENEY